

À l'heure actuelle, l'impact du dollar américain sur l'économie mondiale illustre fort bien l'interaction des questions commerciales et financières. La solide reprise économique observée récemment aux États-Unis a profité au Canada et à d'autres pays. Mais les apports de capitaux aux États-Unis, reflétant des taux d'intérêt réels élevés et la confiance dans l'économie américaine, ont fait grimper le dollar américain à un niveau qui a produit aux États-Unis un déficit commercial énorme et croissant, ce qui nourrit en retour les tendances protectionnistes dans certains secteurs de l'économie américaine. On s'attend à ce que les États-Unis deviennent cette année, pour la première fois depuis 1914, un débiteur net au titre des opérations avec l'étranger.

Nation commerçante, le Canada a un intérêt vital à voir s'amplifier la coopération économique internationale, et il participe activement aux travaux des grandes organisations économiques qui poursuivent cet objectif. Notre Premier ministre prend part au Sommet économique, principal mécanisme de la coordination économique entre les plus grands pays développés. En outre, nous sommes membres à part entière de la plupart des autres grandes instances multilatérales, notamment le FMI, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le GATT, où sont discutées les questions économiques internationales et où sont élaborés des consensus sur les grandes orientations.

Le Canada a un intérêt vital à voir s'amplifier la coopération économique internationale.

Le commerce

Les tensions sont particulièrement évidentes au niveau du système commercial international. Les industries traditionnelles sont en butte, au pays comme sur les marchés extérieurs, à une intense concurrence livrée par des pays qui ont l'avantage d'une main-d'œuvre moins payée et, souvent aussi, de techniques de pointe. Des pressions s'exercent sur les gouvernements pour qu'ils interdisent l'accès aux importations concurrentielles, de manière à protéger les emplois et l'investissement intérieur. Bien qu'on souscrive en principe aux règles du commerce international, la tendance est au commerce dirigé et à de nouvelles formes de protectionnisme touchant des secteurs clés comme l'automobile, l'acier, la chaussure, le textile et les aliments.

Pour être compétitives, nos industries doivent concevoir des produits de calibre international intégrant les meilleures techniques et les meilleurs matériaux disponibles au pays comme à l'étranger.

Les restrictions «volontaires» à l'exportation, les arrangements de commercialisation «ordonnée» et les subventions qui faussent les termes des échanges peuvent parfois avoir des effets bénéfiques à court terme, mais ils rendent les industries et les pays ainsi protégés plus faibles et moins capables de livrer concurrence sur le plus long terme. Ces mesures compromettent aussi le bon fonctionnement des marchés, font monter les prix à la consommation, retardent la croissance et découragent l'investissement. Elles peuvent également restreindre l'accès des industries manufacturières à des produits intermédiaires importés qui entrent pour beaucoup dans la fabrication de produits finals concurrentiels. De façon plus générale, elles viennent miner le système commercial multilatéral enchâssé dans le GATT.

Les Sommets économiques ont à tour de rôle souligné l'importance de contrer et de renverser le protectionnisme. Une nouvelle série de Négociations commerciales multilatérales (NCM) doit être bientôt lancée pour régler les problèmes actuellement posés au commerce, y compris les obstacles tarifaires et non tarifaires, et pour élargir la portée des règles internationales applicables à l'agriculture, aux services et aux mesures de sauvegarde. Ces négociations tenteront également d'amener les nouveaux pays industriels (NPI) à participer plus pleinement au système de droits et de responsabilités du GATT. Il se peut qu'elles soient de longue durée.